

**Avis n° 03-986
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 9 septembre 2003
sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2003014 relative à l'évolution de tarifs du
service Inter-Lan 1.0**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu les décisions tarifaires initiales n°2003014 et 2003022 de France Télécom reçues le 11 mars 2003 ;

Vu la nouvelle version de la décision tarifaire n°2003022 de France Télécom reçue le 15 avril 2003 ;

Vu la lettre adressée par l'Autorité à France Télécom le 28 mai 2003 concernant la décision tarifaire n°2003022 ;

Vu la nouvelle version de la décision tarifaire n°2003014 de France Télécom reçue le 12 juin 2003 ;

Vu les éléments complémentaires demandés par l'Autorité à France Télécom le 20 juin 2003 concernant la décision tarifaire 2003014 ;

Vu les éléments complémentaires fournis par France Télécom le 25 juillet 2003 ;

Après en avoir délibéré le 9 septembre 2003,

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DECISION TARIFAIRE

1.1. Objet de la décision tarifaire

Le service Inter LAN HD 1.0 est une offre de liaison louées numériques à hauts débits fournie sur fibre optique dédiées proposant des interfaces Ethernet (Ethernet simple soit 10 Mbit/s, Fast Ethernet soit 100 Mbit/s et Giga Ethernet soit 1 Gbit/s) et permettant d'interconnecter des réseaux locaux d'entreprises à l'intérieur d'une même agglomération. Les liaisons Inter LAN 1.0 sont disponibles dans toutes les agglomérations des chefs-lieux de préfecture, soit environ une centaine d'agglomérations. Les liaisons Inter LAN 1.0 ont une longueur maximale de 5 kilomètres à vol d'oiseau dans une dizaine de grandes agglomérations et une longueur maximale de 10 kilomètres à vol d'oiseau dans le reste des 90 autres agglomérations (nouveau introduite par la décision tarifaire 2003014).

1.2. Contexte de la décision tarifaire

France Télécom a adressé deux décisions tarifaires portant sur l'évolution du service Inter LAN 1.0 : la décision n° 2003014, qui fait l'objet de cet avis, porte sur les agglomérations autres que les quatre plus grandes agglomérations (Paris intra-muros et première couronne, Lyon, Marseille et Lille) et la décision n°2003022 qui porte sur les quatre plus grandes agglomérations¹.

Ces décisions tarifaires apportent les changements suivants :

- elles introduisent à ce stade une différenciation tarifaire entre deux types de zones : les tarifs les plus bas pour une dizaine de grandes agglomérations, sièges de préfecture (les quatre plus grandes agglomérations – Paris, Lyon, Lille et Marseille- et sept autres formant la « zone urbaine »²) et les tarifs les plus élevés pour les autres agglomérations sièges de préfectures (dites « hors zones urbaines grand urbain ») ;
- les tarifs de certaines liaisons sont diminués avec des baisses variant entre 2,3% et 28,3%, principalement concentrées sur la tranche des liaisons de 2 à 4 kilomètres ;
- la longueur maximale des liaisons, qui était de 5 kilomètres jusque-là, passe à 10 kilomètres pour les agglomérations de la zone « hors zones urbaines grand urbain » ;
- une baisse des frais de modification par interface de 914,69 euros HT à 900 euros HT.

Le présent avis porte sur la décision tarifaire n°2003014 soumise à homologation. La mise en œuvre de la décision tarifaire n°2003022, qui a été transmise pour simple information à l'Autorité, a été suspendue par le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie à la demande de l'Autorité, cette dernière considérant que cette décision tarifaire relève de l'homologation.

II. LA SITUATION CONCURRENTIELLE

Le service Inter LAN 1.0 fait partie des services à haut débit d'envergure locale (intra-agglomération). Une étude de l'Autorité rendue publique en octobre 2002 sur le marché des services à hauts débits établissait que la concurrence s'était établie dans les quatre premières agglomérations françaises (Paris, Lyon, Lille et Marseille), qu'elle existait dans les six suivantes (Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Nantes, Nice et Grenoble) et que France Télécom demeurait en monopole sur le reste du territoire. Compte tenu de cette situation concurrentielle, l'Autorité estimait dans les conclusions du rapport sur le marché des hauts débits qu'il y avait un risque de subventions croisées entre zones en cas de levée de l'homologation tarifaire sur les quatre plus grandes agglomérations seulement et préconisait que la procédure d'homologation tarifaire soit maintenue sur l'ensemble du territoire. La situation a peu évolué depuis, comme le confirment les éléments d'information fournis par France Télécom.

¹ Elles sont appelées « très grandes agglomérations » ;

² La « zone urbaine » comprend le reste de l'Île de France, les banlieues de Lyon, Marseille et Lille et les agglomérations de Bordeaux, Nantes, Nice, Saint Quentin en Yvelines, Rennes, Strasbourg et Toulouse

III. ANALYSE DE LA DECISION TARIFAIRE

Le mouvement tarifaire est orienté à la baisse pour l'ensemble des zones. La différenciation tarifaire entre zones géographiques, dont l'Autorité estime qu'elle est principalement motivée par une intensité concurrentielle supérieure dans les grandes agglomérations plutôt que par des différences de coûts, se révèle favorable aux consommateurs.

La baisse moyenne calculée par l'Autorité s'établit à 6,8% pour les liaisons de la zone urbaine et à 5,4% pour les liaisons de la zone des « autres agglomérations ». Ces baisses de prix entraînent une réduction de la marge bénéficiaire de France Télécom sur chacune des zones, les coûts (principalement des coûts de génie civil et des coûts de fibre optique) évoluant peu.

L'Autorité a mené un test de prédation en coûts historiques et un contrôle de cohérence de certaines valorisations du compte d'exploitation avec les estimations en CMILT (notamment pour les coûts de réseau). Pour chaque zone tarifaire et pour chaque année, le compte d'exploitation en coûts historiques présente une marge positive : il ne semble pas y avoir de prédation. Par ailleurs, les estimations en CMILT de certains coûts du compte d'exploitation prévisionnel sont proches des niveaux de coûts fournis par France Télécom.

France Télécom n'ayant pas fourni de compte d'exploitation prévisionnel pour les quatre premières agglomérations, l'Autorité n'a pas été en mesure de s'assurer de l'absence de caractère prédateur des nouveaux tarifs sur cette zone (bien qu'étant identiques à ceux de la zone urbaine, on peut supposer que ce ne soit pas le cas), ni de suivre l'évolution des comptes d'exploitation globaux du service entre 2002 et les années suivantes.

Par ailleurs, l'extension des longueurs du service Inter LAN 1.0 au-delà des cinq kilomètres pour les agglomérations hors zone urbaine grand urbain uniquement semble se justifier par le fait que, la densité des brasseurs de France Télécom étant moindre dans ces agglomérations que dans les grosses agglomérations, il est plus économique pour France Télécom de fournir Inter LAN 1.0 sur fibres dédiées (donc sans traversée du réseau général) que Inter LAN 2.0 (avec traversée du réseau général) pour des distances entre sites comprises entre 5 et 10 kilomètres, ce qui n'est pas le cas pour les grandes agglomérations.

IV. CONCLUSION

Les niveaux tarifaires de la décision n°2003014 ne présentent pas de caractère prédateur sur leur périmètre géographique. Néanmoins, comme il l'a déjà été souligné, l'Autorité considère qu'il y a lieu pour France Télécom de soumettre à homologation les tarifs relatifs à Inter LAN 1.0 sur l'ensemble du territoire. En effet, même si une concurrence s'est établie sur les plus grandes agglomérations, sa pérennité reste fragile compte tenu du caractère relativement étroit du marché, des coûts d'entrée élevés et du fait que les opérateurs concernés sont susceptibles d'en être évincés par la politique tarifaire de France Télécom.

Ainsi, l'Autorité estime-t-elle nécessaire que France Télécom soumette à la procédure d'homologation la décision tarifaire n°2003022, accompagnée des éléments d'information (notamment de coûts) lui permettant de s'assurer du caractère non prédateur de ces tarifs.

Pour ces raisons et à ce stade, l'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2003014 de France Télécom.

Par ailleurs, l'Autorité rappelle qu'elle sera amenée à mener une analyse approfondie du marché des capacités à haut débit dans le cadre de l'analyse des marchés qui est en cours.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 2003,

Le Président

Paul Champsaur